

Une étrange dictature

Un livre de Viviane Forrester

Partage international n° [164](#) - Avril 2002

par Luc Guillory

Viviane Forrester est romancière et essayiste. Publié en 1996, son livre l'Horreur économique a remporté le prix Médicis et a été traduit dans vingt quatre langues. Il est un vibrant appel contre la mondialisation de l'économie et la détresse que ses excès font subir à des millions d'hommes et de femmes. Son dernier livre s'intitule Une étrange dictature.

Viviane Forrester exerce également comme critique littéraire pour le Monde et elle est membre du jury du prix Fémina qui récompense des auteurs féminins.

Alors que les affaires économiques internationales semblent avoir pris le pas sur la politique, Viviane Forrester affirme au contraire qu'un totalitarisme politique puissant règne dans les coulisses et organise la mondialisation au profit d'une minorité et au détriment des populations, au prix du sacrifice de la santé publique, de l'éducation et du développement culturel.

Entre les mains d'une minorité

Selon Viviane Forrester, il est temps de se réveiller et de réaliser que nous ne vivons pas la fin de l'histoire, mais que nous sommes temporairement sous le joug d'un régime politique nouveau quoique non formulé. Ce régime s'est instauré à l'insu de tous, d'une manière insidieuse et anonyme, car l'idéologie qui le fonde réfute le principe même de la politique et ne porte aucun intérêt à ses institutions. Son avènement n'est pas inéluctable, déclare V. Forrester, mais un choix délibéré qui est appliqué malgré tout le mal qu'il peut provoquer.

En fait, cette idéologie ne cherche pas à organiser la société, mais elle est employée (d'une manière quasi obsessionnelle) à écarter tout ce qui fait obstacle à la course effrénée aux profits, pour le seul compte et le bénéfice de l'économie privée. Chaque jour révèle davantage de preuves du fiasco généré par ce système idéologique, qui se fonde sur le dogme d'une économie de marché autorégulatrice. Il s'avère

incapable de maîtriser les éléments qu'il a déchaînés, et de restaurer une once d'équilibre.

Inconsciemment, nous avons tendance à confondre mondialisation et ultra-libéralisme. Alors que la diffusion des technologies dans le monde entier caractérise le premier, le second est avant tout une méthode politique de nature oligarchique pour diriger le monde.

Certes, ces technologies ont quelque peu favorisé le triomphe du libéralisme, mais elles ne sont pas liées à un quelconque système économique, et pourraient avantageusement être mises à disposition des multitudes, au lieu de ne servir qu'une minorité.

L'avidité, névrose du lucre

Cette idéologie naît de la conviction selon laquelle il n'existe aucune alternative à l'économie de marché. Mais quels en sont les principes, s'interroge Viviane Forrester ? C'est l'avidité, la « névrose du lucre », présentée comme un système unique et indiscutable, presque divin. Mais il a pour racine la spéculation, l'évasion fiscale et le « braquage » des monnaies et des capitaux. Toute notion d'économie réelle a été corrompue et réduite à une course aux profits qui est attisée par la soi-disant création de richesses, supposée octroyer automatiquement le fruit de ses trésors à l'ensemble de l'humanité. On évoque les forces du marché avec gratitude et l'on voue une admiration dévote à ses créateurs magiciens que sont les dirigeants de l'économie privée.

Mais quelles sont ces richesses ? S'agit-il de progrès scientifiques ou sociaux ? Non, il n'est question que d'accroissement de bénéfices issus d'une production réalisée pour le compte d'actionnaires. L'expression plus appropriée serait la création de profits et de dividendes, remarque Viviane Forrester avec justesse. Quels bénéfices en retirent les populations ? Alors que les discours officiels érigent l'emploi en objectif prioritaire, des milliers de postes sont supprimés au nom de la compétition mondiale. La compétitivité nous oblige à ces sacrifices. Voilà le leitmotiv qui est inlassablement ressassé afin de justifier nombre de licenciements collectifs. Les bas salaires, la main d'œuvre flexible, les emplois précaires et la délocalisation des usines constituent le Graal de la compétition. Et ces cadeaux sont offerts en priorité aux plus dociles, dans des pays où règnent des conditions médiévales délibérément

maintenues par les dirigeants de la mondialisation qui, avec complaisance, exploitent les enfants. Plus de 250 millions d'enfants sont astreints au travail, leur vie est ravagée par la pauvreté ; ils ploient sous des fardeaux trop lourds, se fauillent dans les boyaux des mines ou deviennent aveugles à tisser des tapis revendus sur le marché du luxe.

Les membres d'un club privé

La compétition sert de prétexte pour légitimer une dégradation cruelle et sans fin, qu'elle cherche à rendre logique, acceptable et indiscutable. Mais on ne remet jamais en question le fondement de la compétition. Cette course au profit est un jeu auquel se livrent les membres d'un club privé qui ne cessent cependant d'affirmer que cette compétition leur est imposée, les amenant à s'adapter aux circonstances. Les multitudes sont même invitées à suivre leurs sagas et leurs affrontements relayés par les médias. Pour Viviane Forrester, cette diversion a pour but de dissimuler le rôle du profit, d'ignorer jusqu'à son existence, malgré sa présence de plus en plus envahissante.

Les défenseurs de l'économie de marché clament que les profits des entreprises et la croissance économique sont sources de création d'emplois. Pourtant, le profit doit plus aux suppressions d'emplois et alimente plus les marchés spéculatifs qu'il ne se recycle dans des investissements productifs. C'est ainsi qu'a pu émerger un pouvoir financier gigantesque, lié à une spéculation extrêmement volatile, et qui s'impose aux dirigeants politiques.

En 1999, le fabricant français de pneus Michelin a annoncé une croissance de dix-sept pour cent de ses profits pour le premier trimestre et, simultanément, une réduction des effectifs de 7 500 salariés. L'action en bourse a immédiatement gagné dix pour cent.

C'est comme si, au nom de la liberté, une élite pouvait sanctionner un monde de citoyens de second rang sans aucune restriction, permettant aux actionnaires et aux spéculateurs d'être les seuls bénéficiaires de l'ensemble des activités humaines.

Ainsi, un totalitarisme a discrètement envahi nos vies, sans complot ni coup d'Etat, en grande partie grâce à une propagande patiente et insidieuse qui détourne notre attention. C'est la logique la plus absurde de l'histoire, selon laquelle une priorité absolue doit être consacrée aux profits stériles pour le bien d'une minorité, prête à perpétrer toutes dévastations afin d'obtenir sa part du gâteau mondial.

A la frontière de la barbarie

Ceux qui refusent à l'économie de marché la suprématie de meilleur modèle de société et de démocratie, sont considérés comme de dangereux excités ou des retardataires « autistes ». Mais le drame de la compétition mondiale pousse un nombre croissant de salariés en deçà du seuil de pauvreté. Parmi les nations développées, le taux le plus élevé est enregistré aux Etats-Unis, le pays compétiteur par excellence. Le Royaume-Uni vient en second. L'indice de pauvreté humaine créé par le Pnud (Programme des Nations unies pour le développement), qui intègre des paramètres tels que l'illettrisme et le chômage de longue durée, révèle que la pauvreté touche seize pour cent des Américains. La protection sociale recule et les bénéficiaires ne peuvent prétendre aux allocations que pour une période cumulée de cinq années au cours de leur vie. La plupart des personnes éligibles hésitent à faire valoir leurs droits et préfèrent subir une misère abjecte, afin de s'assurer un revenu pour leurs vieux jours. Il y aurait ainsi quelques douze millions de « travailleurs pauvres » aux Etats-Unis, disposant d'un emploi à temps partiel ou complet, dont ils ne tirent pas un revenu suffisant pour s'extraire de la pauvreté.

C'est la conséquence de la flexibilité qui est accordée aux entreprises mais pas aux salariés, souligne Viviane Forrester. Les « généreuses » allocations sont assorties de restrictions telles, qu'après deux ans de chômage, les bénéficiaires aptes au travail sont obligés d'accepter tout emploi qui leur est présenté, quels que soient le lieu et le salaire. Nous touchons ici aux frontières de la barbarie, déclare Viviane Forrester. Cette situation est communément acceptée sous la pression d'une psychologie subtile de culpabilisation qui associe la dignité humaine à l'emploi, bien que la société s'avère incapable de fournir les postes nécessaires.

Malgré un déclin évident du travail, le droit au respect naît toujours de la reconnaissance héritée du travail. Mais en réalité, le chômage est essentiel au libéralisme radical. Il permet à l'économie privée de maintenir le monde sous un joug tout en montrant ostensiblement les efforts entrepris pour maintenir la cohésion sociale en exaltant le culte de l'emploi. Cela empêche toute solidarité entre ceux qui possèdent un emploi et ceux qui en sont démunis.

L'idéologie libérale radicale requiert une réduction drastique des déficits publics et l'éradication conséquente des emplois sociaux qui sont pourtant vitaux à la société, mais ne sont source d'aucun profit pour l'économie privée. Néanmoins, ces emplois non

marchands sont les véritables sources de bénéfices pour les populations, les générations futures et la civilisation dans son ensemble. Nous avons besoin de plus d'enseignants, d'infirmières, de juges, d'éducateurs et de bien d'autres services hautement qualifiés.

Viviane Forrester ajoute que cette horreur économique est soutenue par les institutions internationales. Tous les pays sont contraints d'appliquer l'unique modèle à travers des programmes de privatisation, la dérégulation, la suppression des subventions au secteur social. Ces institutions omnipotentes sont exemptes de tout contrôle démocratique et servent un pouvoir hégémonique en appliquant aveuglément à tous les mêmes formules rigides. Nous vivons dans une dictature étrange qui force les gouvernements de tous bords politiques à suivre une logique unique dont la principale préoccupation est la protection et le renforcement des intérêts du profit privé.

Quelle est la limite ultime de cette logique, demande Viviane Forrester ? Passerons-nous de la logique des allocations de chômage à la séparation physique entre les « rentables » et les « inutiles » ?

Il est urgent de résister, préconise-t-elle. La première étape est de rejeter le conditionnement qui nous est imposé et de révéler l'horreur sous-jacente. Nous devons réfuter la logique du « monde tel qu'il est », refuser de laisser mourir des millions d'humains privés de leurs droits, ou de les laisser à peine survivre dans des conditions dégradantes. Les « riches » devraient imaginer ce qu'est réellement la vie de ceux qui sont démunis et n'ont aucune autre perspective qu'une souffrance perpétuelle, non parce qu'ils l'acceptent, mais parce que leur souffrance est communément acceptée. Nous oublions que derrière chaque statistique, se trouve un être humain qui se vit comme une individualité. La mort n'est pas toujours le pire des sorts, une vie dévastée l'est assurément.

V. Forrester : *Une étrange dictature*, éditions Fayard, ISBN 2-213-60271-901

Auteur : Luc Guillory, collaborateur de Share International demeurant à Dijon (France).

Thématiques : [politique](#), [Économie](#)

Rubrique : [Compte rendu de lecture](#) ()